



## **Déclaration intersyndicale (FSU-SNUipp 81, SNES-FSU 81, CGT Educ'action Tarn, FNEC-FP-FO, SUD éducation)**

Nous sommes rassemblé·es aujourd'hui pour soutenir notre collègue de l'école Victor Hugo de Graulhet, une collègue reconnue et appréciée. Nous ne reviendrons pas dans les détails sur les faits qui lui sont reprochés, qui auraient pu arriver dans n'importe quelle classe et qui restent anecdotiques au regard des proportions que les suites ont prises. Envoyer un crayon sur une table, sans aucune conséquence sur quiconque, vaut-il d'être convoqué·e à la gendarmerie, puis à la DSDEN ?

Nous sommes rassemblé·es aujourd'hui car nous sommes choqué·es par la façon dont s'est déroulé l'entretien ainsi que par son dénouement aussi malheureux que prévisible. Cela est, pour nos organisations, symptomatique de l'éloignement entre la hiérarchie et les personnels, qui s'amplifie partout en France depuis de trop nombreuses années mais aussi d'une politique managériale que nous dénonçons dans les instances.

Nous sommes ainsi rassemblé·es aujourd'hui pour dénoncer cet éloignement qui prend racine dans des décisions politiques complètement déconnectées de la réalité du terrain. Ainsi, chaque année, des cartes scolaires de plus en plus maltraitantes vis à vis des élèves, entraînent des effectifs toujours plus lourds dans les classes et la suppression de postes de personnels de RASED, de postes de "plus de maîtres·ses que de classe "...

Cette déconnexion se répercute bien évidemment sur les personnels, qui subissent des conditions d'accueil des élèves dégradées et toutes les conséquences de ces politiques délétères pour le Service Public : classes surchargées, inclusions difficiles voire impossibles, qui sont maltraitantes pour les élèves et les personnels, formation continue qui n'existe plus que dans les discours du ministre... En résulte une dégradation continue des conditions de travail des personnels, et l'impossibilité de faire notre métier sereinement.

Les années passent, et les injonctions se multiplient, les livres de bonnes pratiques du ministère s'additionnent aux évaluations nationales qui ne servent qu'à justifier les réformes, la liberté pédagogique et notre capacité d'agir sont remises en cause, tentant de nous transformer peu à peu en simple exécutant·e des injonctions et directives imposées par notre institution.

À tout cela s'ajoute un management de plus en plus inhumain et brutal qui est monté en puissance ces dernières années, facilité par la mise au ban des organisations syndicales et de leurs représentant·es, notamment avec la Loi de Transformation de la Fonction Publique.

Dans le même temps, les ministres successifs et avec eux toute la hiérarchie intermédiaire se drapent dans leurs tableaux Excel, leurs jolis chiffres (classes dédoublées, 24 élèves maxi...) et leurs statistiques tronquées pour présenter de beaux mirages, niant les souffrances des personnels de l'Éducation Nationale : AESH, enseignant-es, mais également personnels administratifs, comme le montre notamment un récent article de la Dépêche du Midi sur la souffrance et le malaise interne au rectorat de Toulouse.

Mercredi dernier, ce management, par nature abusif, a abouti à l'inacceptable. Comment peut-on, à l'issue d'un entretien avec la Directrice Académique, partir en ambulance ? Qu'est-ce que cela traduit sinon la violence d'une institution qui n'apporte que peu de solutions et trop tardivement aux alertes sur les risques psychosociaux, institution qui ne sait plus parler à ses agent-es que par injonctions, intimidations et menaces, piétinant ses propres textes ministériels qui préconisent la bienveillance dans ce type d'entretien ?

À l'heure où des enseignant-es meurent dans et de l'exercice de leurs fonctions, où certain-es en viennent à l'extrémité du suicide, rappelons-nous toujours Christine Renon, où d'autres se font agresser, subissent des menaces physiques et morales de parents comme par exemple « Parents Vigilants », groupement piloté par Zemmour et son parti d'extrême droite Reconquête, à qui le Sénat a dernièrement déroulé le tapis rouge, les enseignant-es et plus largement les personnels de l'Éducation Nationale dénoncent le peu de soutien et le règne de la présomption de culpabilité généralisée qui s'est installé peu à peu dans la hiérarchie à leur égard. Ils et elles réclament au contraire une toute autre attitude de leur hiérarchie, basée sur le respect, l'écoute, la justice, l'équité, la bienveillance, valeurs qu'ils et elles tentent de faire vivre au quotidien dans leur travail.

Nous sommes donc là aujourd'hui pour témoigner de notre soutien à notre collègue, mais aussi pour que cesse ce management brutal par une hiérarchie de plus en plus inhumaine et brutale, management « à la France Télécom » appliqué à l'Éducation Nationale qui s'appuie sur la loi de Refondation, l'École de la "confiance" de Jean-Michel Blanquer, les évaluations d'école, la suppression des postes tant en milieu ordinaire que dans le spécialisé, la formation imposée hors temps scolaire, notamment via les constellations, la loi Rilhac sur l'autorité fonctionnelle entrée en vigueur depuis la rentrée scolaire de septembre 2023 qui a fait du directeur ou la directrice d'école un supérieur hiérarchique de ses propres collègues, sans oublier le Pacte que nous dénonçons et dont nous demandons l'abandon.

Mais, même si la hiérarchie et notre gouvernement cherchent à nous mettre la tête sous l'eau et à vouloir nous faire porter la responsabilité des conséquences désastreuses de cette politique de destruction du Service Public, nous ne nous laisserons pas faire en témoignent la grève d'aujourd'hui importante et ce rassemblement ! Bien au contraire, nous continuerons à faire des vagues pour défendre les personnels et le Service Public d'Éducation !